

BRE

CONFIDENTIEL
R.P. No 5/DD



Bogotá, le 22 juin 1988

Colombie : démocratie à la dérive - Rapport final

1) Evolution de ces cinq dernières années

Presque sans tache (régime militaire de 1953 à 1957), fondée sur une constitution centenaire, la démocratie colombienne dérive au fil des mois vers des courants incertains. Paradoxe étonnant dans un pays où l'économie est traditionnellement plutôt bonne, le problème majeur est la grande faiblesse de l'Etat.

Marquée par l'absentéisme et le clientélisme, la démocratie colombienne, bien qu'elle se soit ouverte cette année pour la première fois dans son histoire aux scrutins municipaux, ne représente qu'imparfaitement toutes les couches sociales du pays. Cela tient d'abord à la société dont les élites politiques et économiques restent liées à la grande presse ou à des groupes financiers associés au Gouvernement et à la haute administration. Jalouses de leurs intérêts, ces élites cultivent un conservatisme fondamental non sans se préparer à quitter le pays, au cas où l'Etat ne serait plus à même de les protéger contre les aventures révolutionnaires ou la guerre civile.

Autre cause d'affaiblissement de l'Etat : l'usure des deux partis traditionnels qui ont monopolisé le pouvoir dans un jeu d'alternance au sein du Front National, remplacé de facto en août 1986 par le système "gouvernement-opposition" du Président Barco. Non seulement incapable d'enrayer les processus de violence et d'impunité, ce régime encourage une opposition stérilisante et de telles divisions au sein des deux partis que l'autorité de l'Etat et l'ordre public en sont réduits à une rhétorique sans fondement. Le retour au bercail du "galanisme" aujourd'hui déchu n'a pas fait l'affaire du Parti libéral.

2) L'expérience Betancur

Elu Président en 1982 grâce à la division du Parti libéral, le conservateur Belisario Betancur n'a ménagé aucun effort pour donner à la Colombie une image de stabilité et de progrès. Pacification intérieure, non-alignement, démocratie active au sein de Contadora, diagnostics multiples pour un développement modèle, consensus de Carthagène sur l'endettement semblaient autant d'initiatives adéquates pour faire prendre au pays des racines luxuriantes et durables. En fait, bien reçu à l'extérieur, son régime échoua à l'intérieur. En prophète rénovateur, Betancur cultiva le mythe d'une troisième force visant à rassembler toutes les couches sociales du pays et des partis dans une vaste "concertation nationale" avec la guérilla. Il commit toutefois l'erreur de cloisonner les voies de moindre résistance et se retrouva lui-même prisonnier de cette stratégie lors de la prise du Palais de Justice par le M-19 et sa

récupération sanglante par les militaires en novembre 1985. C'est être sévère que de ramener son mandat à un Etat-spectacle riche en idéaux tiers-mondistes mais pauvre en réalisations. C'est pourtant cette impression-là qu'il a laissée aux électeurs qui se détournèrent de son parti pour porter massivement au pouvoir en 1986 le libéral Virgilio Barco, technocrate sans charisme, sous le mandat duquel l'ensemble de l'édifice social et politique ne cesse aujourd'hui de se démanteler.

3) Situation actuelle

En ce moment la Colombie est confrontée à une crise sans précédent. D'un côté le pays s'enfonce dans une violence de tous bords : subversion, escadrons de la mort, marches paysannes, grèves civiques, terreur militaire, puissance arrogante des trafiquants de drogue et de la "narcoguérilla". De l'autre, on trouve un Etat assiégé de l'intérieur, figé dans un système de pouvoir aux effets polarisants, tant pour les forces obscures qu'il devrait maîtriser que pour les forces militaires régulières et subversives qui s'affrontent dans des combats toujours plus meurtriers.

Dans ce panorama politique, on sent comme des relents de IVe République française, non sans songer aussi et surtout au monde de "Macondo" flou et bouillonnant d'incurie, comme l'a si bien décrit Gabriel García Márquez dans les "Cent années de solitude". La crise est devenue telle depuis l'enlèvement le 29 mai dernier par le M-19 du dirigeant conservateur Alvaro Gómez, candidat malchanceux aux présidentielles de 1986, que certains doutent des réelles possibilités du Président Barco, atteint de surcroît dans sa santé, de terminer son mandat le 8 août 1990. A Medellín un millier d'hommes d'affaires ont signé une pétition demandant sa démission. A Bogotá, parmi les militaires à la retraite un ex-Ministre de la Défense, le Général Landazábal, se veut l'homme de la situation en ralliant les élites possédantes et dirigeantes du pays pour sauver la démocratie colombienne. Certaines régions les plus marquées par la violence comme Urabá, Caquetá, Arauca sont lentement militarisées pour pallier aux déficiences d'un état de siège pourtant quasi permanent depuis 40 ans dans tout le pays.

Très incertaine, la situation colombienne fait songer aux convulsions dont ont souffert d'autres pays de ce continent, en particulier en Amérique centrale. Il faut savoir toutefois dans ce contexte que les Forces armées colombiennes n'ont pas les capacités techniques et logistiques ni les budgets nécessaires pour venir à bout de la guérilla dans un pays où la topographie est, elle aussi, un obstacle difficile à contourner. Le coup d'Etat n'appartient pas non plus à la tradition militaire colombienne. Il est à craindre dès lors que ce pays devienne le théâtre d'une confrontation sociale armée généralisée. Dans ce contexte le phénomène de la "narcoguérilla" complique par ailleurs considérablement la position des Forces armées dans ce sens que le gros des troupes engagées dans des opérations de sécurité est constitué de soldats recrutés parmi les couches modestes de la population. Dans des relations de force,

compte tenu de l'effritement du système démocratique actuel, le risque serait grand que ces jeunes soldats, mal équipés et sans expérience, soient tentés par le trafic de drogue ou forcés, selon les régions, de rallier la subversion.

4) La subversion

Au bénéfice de l'amnistie de 1982 et parties du "processus de paix" de 1984, les principaux groupes subversifs colombiens (FARC, M-19, ELN, EPL) jouirent sous le Président Betancur d'une "légitimité" nationale et internationale que leur refuse aujourd'hui le Président Barco. Ces divers groupes se sont unis l'an dernier dans la "Coordinadora guerrillera Simón Bolívar" avec l'objectif manifeste de démontrer l'existence d'une puissance militaire capable d'occuper l'ensemble du territoire. Le pays vit depuis lors dans une espèce d'"état de belligérance" ou de "trêve armée" qui sont une véritable épée de Damoclès pour le Gouvernement. C'est ainsi que l'on voit les FARC jouer l'intégration à la vie civique par le biais des syndicats et du Parti communiste "Union Patriotique", tout en élargissant leur marge de manoeuvre révolutionnaire au travers d'actions terroristes sanglantes. Dans le même sens opère l'ELN ("Ejército de Liberación Nacional") qui fait parler de lui par ses attentats répétés contre les oléoducs et par les enlèvements de personnalités et journalistes colombiens et étrangers. (Deux ressortissants suisses ont connu ce sort au mois de mai dernier). Au travers de telles actions et grâce aussi à Amnesty International l'ELN a mis le doigt sur une situation confuse et incontrôlable du pays en matière de droits de l'homme. Autre cible de la guérilla : la politique pétrolière du Gouvernement fondée sur des contrats d'association avec les multinationales étrangères. Dans ce contexte le pétrole est devenu pour la subversion à la fois une source financière (rançons payées par les multinationales) et un moteur idéologique pour déstabiliser l'Etat. L'économie pétrolière, aussi florissante que celle du café, s'avère ainsi un facteur politique dangereusement ambigu pour l'Etat. A commencer pour les Forces armées : victimes sous Betancur de sévères coupes dans leurs budgets, elles se trouvent en double position de faiblesse lorsque la guérilla fait sauter les oléoducs et prend en otage des agents des multinationales qui n'hésitent pas à payer grassement leur libération.

5) Perspectives

La situation colombienne n'a pas échappé aux Etats-Unis qui mènent dans ce pays une diplomatie axée cependant presque exclusivement sur la lutte contre la drogue. Dans ce domaine certains succès ont pu être atteints tant que le Traité d'extradition bilatéral était en vigueur, ce qui n'est plus le cas depuis plus d'une année.

A l'audience d'adieu qu'il m'accorda, le Ministre des affaires étrangères Julio Londoño ne mâcha pas ses mots à l'endroit des Etats-Unis, pays responsable de la plus forte consommation de cocaïne et qui, dit-il, exerce sur la Colombie des "pressions

étouffantes" sans accorder une quelconque aide militaire. Le Pérou serait, ajouta-t-il, dans la même situation. Aux yeux du Ministre Londoño, au nom d'intérêts de politique intérieure, l'Amérique centrale a été "l'obsession de l'Administration Reagan" à tel point, dit-il, que Washington abandonna totalement à leur sort les démocraties très fragiles et surendettées de l'hémisphère sud. Ces remarques montrent à quel point l'Amérique latine et surtout la Colombie ont besoin de recourir à des forces extérieures et en particulier aux Etats-Unis chaque fois qu'une crise ébranle les institutions.

Dotée de traditions démocratiques et de forces saines qui ne demandent qu'à s'exprimer, la Colombie a les moyens de surmonter la crise actuelle dès l'instant où les deux partis traditionnels s'emploient à chasser les vieux démons du clientélisme politique et de la compétition électorale pour renforcer l'autorité de l'Etat dans son ensemble et du Gouvernement au pouvoir. C'est là le prix d'une évolution qui ne permet plus aucune autre alternative.

L'Ambassadeur de Suisse



(Dayer)

Copie envoyée directement à
Monsieur le Secrétaire d'Etat Franz Blankart, OFAEE